n° 26

Automne - hiver 2008

Bulletin éducation

Editorial

«Je ne hais pas les opinions contraires aux miennes [...] Et il ne fut jamais au monde deux opinions pareilles, non plus que deux poils ou deux grains. Leur plus universelle qualité, c'est la diversité»[1]. *Cette observation sur la diversité et la place qu'elle occupe naturellement dans le monde et dans nos vies ne date pas d'une conférence récente mais du XVI^e siècle, sous la plume de Michel de Montaigne. Mais, en ce tout début du XXI^e siècle, voir dans la diversité un aspect ordinaire et heureux de la vie n'est pas aussi simple que l'on pourrait l'espérer. Le rejet de l'autre est un problème majeur dans le monde contemporain; des organisations comme le Conseil de l'Europe placent d'ailleurs au cœur de leurs activités la reconnaissance de l'importance et de la valeur de la diversité.*

De nombreuses initiatives ont été lancées pour encourager la compréhension interculturelle, la multiplicité des perspectives, le dialogue interreligieux, etc. ... Plusieurs de ces initiatives sont mises en œuvre dans le cadre du Livre blanc sur le dialogue interculturel «Vivre ensemble dans l'égale dignité», adopté en mai 2008 par le Comité des Ministres[2]. *Peut-on imaginer d'autres mesures à inscrire dans le paysage actuel des projets novateurs et de qualité ? Par quoi compléter la panoplie actuelle des instruments et des mesures ?*

Toute action individuelle, quelle que soit la qualité de la réflexion qui a présidé à son élaboration, risque d'échouer si elle ne s'articule pas harmonieusement avec les autres initiatives poursuivant les mêmes fins. De même que l'on ne peut mettre le doigt sur une cause unique de l'intolérance, de la discrimination et de l'exclusion, de même les mesures prises pour les combattre sont interdépendantes et ne sauraient être isolées les unes des autres. Ce n'est pas une symphonie mais une cacophonie que produisent les musiciens d'un orchestre, aussi talentueux soient-ils individuellement, s'ils s'ignorent les uns les autres. Il en est de même des différentes entités du Conseil de l'Europe mais aussi des différentes organisations internationales qui poursuivent des buts similaires.

Le Centre européen Wergeland, centre de ressources pour l'éducation à la compréhension interculturelle, aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique, qui ouvrira ses portes en février 2009 grâce à la générosité des autorités norvégiennes (page 5), est un exemple très original de coopération entre le Conseil de l'Europe et ses Etats membres. Ce centre, dont le conseil d'administration comprendra trois membres désignés par le Conseil de l'Europe et quatre par le Gouvernement

Villa Grande, Bygdoy, Oslo, futur siège du Centre européen Wergeland.

COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

www.coe.int

Sommaire

pages

Editorial ..... 1 et 2

Enseigner la diversité culturelle par le truchement de l'histoire en Russie.....3 et 4

Enseigner l'histoire dans un but de réconciliation et de tolérance..... 4 et 5

La Norvège décide de soutenir les activités du Conseil de l'Europe dans les domaines de l'éducation à la compréhention interculturelle, aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique 5

La contribution de l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale au dialogue interculturel ..... 5 et 6

Forum sur «Convergences des compétences: diversité, enseignement supérieur et démocratie durable».....6 et 7

Construire un cadre référentiel de compétences pour la valorisation de la diversité .....7 et 8

Nouveau projet commun d'éducation lancé au Kosovo* 9

Compétences essentielles pour l'éducation à la citoyenneté démocratique: un nouvel outil à l'usage des enseignants 10

Cent exemples de bonne pratique en matière d'éducation aux droits de l'homme.....10

Le manuel «Apprendre à connaître les droits de l'enfant» – modules d'enseignement pour les classes du primaire» bientôt utilisé dans les écoles de «l'ex-République yougoslave de Macédoine».....11

13e réunion des coordinateurs EDC.....11 et 12

L'intégration linguistique des migrants adultes .....12 et 13

Journées euro-arabes pour une meilleure compréhension réciproque: histoire, langue, médias et enjeux interculturels .....13 et 14

Flash info 14

Livres en bref 14

Calendrier des événements .....15 et 16

Comment nous contacter 16

**Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en pleine conformité avec la Résolution 1244 des Nations-Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.*

norvégien, se caractérise par son but statutaire qui est de soutenir les programmes de l'Organisation par des activités de formation et de recherche et par son ouverture à tous les Etats membres du Conseil de l'Europe et à d'autres pays. Grâce à lui, les différents projets pourront gagner en cohérence et en harmonie, afin de faire avancer la compréhension interculturelle et de favoriser de véritables échanges entre praticiens venus de tous les horizons. Sur le modèle du Centre européen pour l'interdépendance et la solidarité mondiales (Centre Nord-Sud) de Lisbonne, il s'emploiera à favoriser la coopération avec les voisins de l'Europe pour contribuer activement au dialogue entre les civilisations.

La gestion de la diversité est l'un des principaux défis de l'époque actuelle. La formation initiale et continue des enseignants est naturellement essentielle pour que la société bénéficie vraiment de politiques et de pratiques novatrices. Mais il n'est pas aisé de tirer parti pédagogiquement d'une classe multiethnique pour renforcer la conscience et les aptitudes interculturelles. D'autres moyens sont nécessaires, comme les échanges interculturels, dans le cadre scolaire ou familial, qui doivent devenir une pratique commune à l'échelle mondiale. Actuellement, seul un petit pourcentage d'écoliers, de collégiens et de lycéens en Europe ont la possibilité de participer à un programme d'échanges scolaires. Les échanges d'élèves en âge scolaire, qui ne sont pas toujours reconnus autant qu'ils le méritent, sont bien plus profitables pour la construction de la personnalité que les échanges pédagogiques qui interviennent plus tard et qui ont un impact limité sur la personnalité des élèves sur le plan des changements de mentalité et du développement des compétences interculturelles. La Direction de l'Education, consciente depuis longtemps de la valeur de ces échanges, avait lancé un programme innovant sur les échanges européens pour lycéens (ESSSE) de 1998 à 2002. C'est un exemple de ce qui pourrait être proposé à tous les élèves.

Imaginons que chaque enfant ou adolescent puisse vivre une expérience de ce genre ? Comment aborderait il les conflits à forte composante culturelle dont le monde donne encore de si nombreux exemples ? Dans son rapport de 1992, intitulé «Un agenda pour la paix: diplomatie préventive, rétablissement de la paix, maintien de la paix», le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Boutros Boutros Ghali, disait : «Réduire les sentiments d'animosité au moyen d'échanges d'étudiants et d'enseignants ou de réformes des programmes scolaires peut être essentiel pour éviter que ne resurgissent des tensions culturelles et nationales qui risquent toujours de conduire à la reprise des hostilités»[3]. Depuis, nous avons hélas eu amplement la possibilité de prendre la mesure de la justesse de ces paroles.

Imaginons aussi que tous les enseignants puissent profiter d'une formation initiale et continue visant à renforcer leur propre conscience interculturelle et leur capacité à la transmettre à leurs élèves, non seulement par l'enseignement de l'histoire mais de manière transdisciplinaire ? Le Comité directeur de l'éducation prépare actuellement une recommandation dans ce sens aux Etats membres.

Les échanges interculturels pédagogiques doivent être considérés comme un investissement pour la paix et l'entente entre les cultures. Pour en faire une réalité, nous devons mener une réflexion audacieuse et ne pas nous laisser gagner par le découragement à la première difficulté venue, ni nous enfermer dans des antipathies ou des sympathies superficielles. De même qu'il ne saurait y avoir de conscience interculturelle sans un apprentissage fondé sur l'expérience, de même il ne saurait y avoir d'éducation à la citoyenneté démocratique sans conscience interculturelle. Une approche globale de l'éducation formelle et informelle nous rend possible non seulement de «vivre ensemble dans la dignité» mais aussi de vivre la joie que procure une société consciente de la valeur et du plaisir de la diversité.

Gabriele Mazza

1. ….« Je ne hay point les fantasies contraires aux miennes. […] & ne fut jamais au monde, deux opinions pareilles, non plus que deux poils, ou deux grains. Leur plus universelle qualité, c'est la diversité. » Michel Eyquem de Montaigne (1533-1592), Essais, II, 37.

2. www.coe.int/t/dg4/intercultural/

3. Partie VI. Consolidation de la paix après les conflits, paragraphe 56

Enseigner la diversité culturelle par le truchement de l'histoire en Russie

Pour se familiariser avec la diversité culturelle, la coopération entre les établissements scolaires et les familles est essentielle, du fait, en particulier, que, dans la formation du système de valeurs de l'enfant, le rôle joué par la famille est l'un des plus importants. 2008 étant l'Année de la famille dans la Fédération de Russie, cette question suscite naturellement un intérêt tout particulier.

Séminaire à Petrozavodsk, République de Carélie.

Au cours de cette année, le Conseil de l'Europe, en coopération avec son principal partenaire au sein de la Fédération de Russie, à savoir le ministère de l'Education et de la Science, a organisé deux séminaires: «Comment l'enseignement de la diversité culturelle peut il contribuer à renforcer la cohésion sociale et la coopération dans la société d'aujourd'hui?» qui a eu lieu en avril dernier, à Moscou, et «La dimension multiculturelle de l'enseignement de l'histoire: comment fournir une base de coopération entre les enseignants, les élèves et leurs parents pour aider la jeune génération à se faire une conception tolérante du monde actuel», qui s'est tenu à Petrozavodsk, en République de Carélie. Ce second séminaire a inauguré une nouvelle formule car certaines des activités de formation en cours d'emploi des enseignants prévues pour les professeurs d'histoire et les formateurs d'enseignants de la République de Carélie étaient cofinancées par l'université d'Etat de Petrozavodsk. Le Centre de formation et de consultation «Practic» a largement contribué à l'organisation des deux activités.

Ces événements étaient essentiellement destinés à promouvoir les concepts de diversité culturelle tels qu'ils sont exprimés dans la Recommandation Rec (2001) 15 relative à l'enseignement de l'histoire en Europe au XXI^{e} siècle et dans le Livre blanc sur le dialogue interculturel «Vivre ensemble dans l'égale dignité», tous deux adoptés par le Comité des Ministres. Les séminaires ont réuni une centaine de participants de onze régions de Russie ainsi que des homologues d'Italie, du Portugal et du Royaume-Uni. Ils ont eu tout le loisir d'examiner des questions concrètes liées à la formation en cours d'emploi des professeurs d'histoire, domaine dont les autorités russes ont fait l'une de leurs priorités de coopération avec le Conseil de l'Europe.

Au cours des débats, les participants ont accordé une attention toute particulière aux moyens d'associer les familles des élèves au processus d'apprentissage. Ils en ont exposé plusieurs, les suivants étant considérés comme les plus efficaces: la participation des parents aux débats et à l'élaboration de projets scolaires en matière d'histoire; l'invitation à se rendre à l'école faite aux représentants des parents de différentes nationalités afin de partager l'information sur leurs traditions culturelles; le fait d'associer les parents à l'organisation d'excursions et de visites de musées; la participation des parents aux recherches sur l'histoire de la famille; une large intégration de l'histoire orale dans le processus d'apprentissage. Les représentants du Centre éducatif pour les enfants de Kizji (Carélie) ont présenté un programme interactif établi dans le cadre des activités du musée. Intitulé «Autres cultures vues par les enfants», il constitue une base de coopération étroite entre les établissements scolaires, les musées et les familles dans un contexte multiculturel.

Le débat sur les compétences requises pour enseigner l'histoire afin de prévenir les conflits a suscité une participation particulièrement enthousiaste; les compétences ci-après ont été jugées les plus importantes: la tolérance et la capacité à respecter les différences; l'aptitude des enseignants à se perfectionner par eux-mêmes; la faculté d'analyser de manière critique les résultats obtenus et l'ouverture à de nouvelles méthodes d'enseignement; la créativité; la capacité de déceler les situations de conflit à un stade précoce et de prévenir leur escalade; la volonté de créer un climat de confiance en classe; l'aptitude à définir les priorités et à faire preuve de patience pour atteindre les objectifs fixés; agir comme des citoyens actifs et responsables.

Mme Marianna Chakhnovitch a informé les participants que la nouvelle formation professionnelle instituée à l'université d'Etat de Saint-Pétersbourg vise en particulier à former des spécialistes au dialogue interculturel. Ce sera la première tentative en Russie pour intégrer directement les principes du dialogue interculturel dans la formation initiale. Mme Chakhnovitch a également souligné que cette initiative mettait en

œuvre l'une des recommandations formulées au cours des séminaires organisés en coopération avec le Conseil de l'Europe en Russie, en 2007.

Les participants ont estimé que le manque de formation en matière de résolution des conflits et l'absence de matériel pédagogique pour enseigner l'histoire dans une optique de prévention des conflits représentaient les principales difficultés auxquelles se heurtent les professeurs d'histoire aujourd'hui. Ils sont convenus que les idées de tolérance et de diversité culturelle devaient non seulement être largement diffusées dans les établissements scolaires par le truchement des diverses matières enseignées, mais aussi transparaître dans l'ensemble de la vie scolaire car c'est la seule façon d'établir un nouveau système de valeurs et d'attitudes fondé sur la tolérance et le respect mutuel.

L'évaluation des activités a été organisée de manière interactive: les participants ont été invités à déposer dans deux boîtes différentes, d'une part, leurs observations positives consignées sur des morceaux de papiers de couleur et, d'autre part, leurs remarques critiques notées sur une feuille de papier gris. D'après les résultats, les participants ont apprécié tout particulièrement les exemples concrets présentés dans le cadre des travaux du séminaire et jugé possible d'intégrer les conclusions des discussions dans leur activité quotidienne en classe.

Contact:
Tatiana Milko
tatiana.milko@coe.int

Enseigner l'histoire dans un but de réconciliation et de tolérance

Conseil de l'Europe, 30 juin et 1er juillet 2008.

Des auteurs de manuels d'histoire, des formateurs d'enseignants et des fonctionnaires des ministères de l'Education et des Affaires étrangères de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie se sont réunis au siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg, les 30 juin et 1er juillet 2008 pour un séminaire régional sur le thème «*Comment enseigner l'histoire à l'école dans un but de réconciliation et de tolérance*». Ont aussi assisté à ce séminaire des professeurs d'histoire venus d'Espagne, de Russie et du Royaume-Uni et l'Institut Georg Eckert de recherche internationale sur les manuels (Braunschweig) était représenté par son directeur adjoint, M. Falk Pingel.

Le séminaire, organisé dans le cadre du programme commun de coopération entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe visant à «*favoriser une culture des droits de l'homme en Ukraine et dans le Caucase du Sud*», prolongeait une série d'activités bilatérales et régionales menées ces dernières années et destinées aux professeurs d'histoire du Caucase. La manifestation de cette année avait pour but d'examiner les problèmes méthodologiques que pose le rétablissement de la confiance par l'enseignement de l'histoire dans des situations de conflit et d'après-conflit et d'étudier les moyens d'aider les élèves à acquérir les compétences nécessaires pour renforcer le processus de réconciliation. La Direction de la Jeunesse et du Sport a apporté une contribution précieuse sous la forme d'informations relatives au concours actif des jeunes à l'évolution des conflits en Europe.

Les débats ont montré que tous les pays du Caucase du Sud attachent la plus grande importance à la formation des enseignants car la qualité du travail des enseignants est liée non seulement aux connaissances et aux compétences acquises par les élèves mais aussi au développement de l'ensemble du système de valeurs. La formation, aussi bien initiale qu'en cours d'emploi, devrait, par conséquent, permettre aux enseignants de maîtriser les méthodes pédagogiques les plus efficaces. Les participants au séminaire ont relevé que les professeurs d'histoire du Caucase du Sud rencontrent encore des difficultés dues à une formation insuffisante en matière de règlement des conflits et à un manque de matériel pédagogique sur la façon d'enseigner l'histoire dans un but de réconciliation et de tolérance.

Dans le contexte du règlement des conflits, les ONG et les activités extrascolaires pourraient, a-t-on signalé, aider considérablement à établir des contacts directs entre les jeunes des pays en conflit, ce qui serait la première étape du processus d'évolution du conflit. Les familles aussi ont, en la matière, un rôle

spécial à jouer. Enfin, les auteurs de manuels d'histoire ont été vivement encouragés à inclure davantage d'exemples historiques de bonne coopération pour montrer aux élèves les avantages que présentent des solutions non violentes, fondées sur l'entraide. Il serait bon d'accorder une attention toute particulière à la terminologie employée dans les manuels d'histoire de manière à ne pas provoquer d'affrontement dans le cadre du processus d'apprentissage. A titre de première étape, les participants au séminaire ont proposé de lancer l'élaboration d'un manuel pédagogique sur le thème «*Comment enseigner l'histoire dans un but de réconciliation et de tolérance*»

Contact:
Tatiana Milko
tatiana.milko@coe.int

La Norvège décide de soutenir les activités du Conseil de l'Europe dans les domaines de l'éducation à la compréhention interculturelle, aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique

Holbergs Terrasse, Oslo, site provisoire du Centre européen Wergeland qui ouvrira en février 2009.

L'ouverture par les autorités norvégiennes d'un Centre européen de ressources pour l'éducation à la compréhension interculturelle, aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique – le Centre européen Wergeland – deviendra une réalité en février 2009. Le Centre, qui est mis en place pour promouvoir les travaux du Conseil de l'Europe dans ces domaines, sera situé à Oslo et sera financé par les autorités norvégiennes.

Après des négociations entre le Conseil de l'Europe et les autorités norvégiennes, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, le 9 juillet 2008, a chargé le Secrétaire Général de signer un accord de coopération avec le gouvernement norvégien concernant le Centre et ses activités. L'initiative de la Norvège est une contribution importante aux travaux du Conseil de l'Europe et une réponse directe à l'accent mis sur l'éducation à la compréhention interculturelle, aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique tant dans le Plan d'Action de 2005 des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres du Conseil de l'Europe que dans le Livre blanc sur le dialogue interculturel «Vivre ensemble dans l'égale dignité» récem ment adopté par ce dernier.

Le Centre a pour mission et finalité de mener des recherches, d'assurer une formation continue et d'apporter un soutien au développement professionnel des enseignants et spécialistes de la formation dans les domaines susmentionnés. En outre, il diffusera des informations et servira de plate-forme et de lieu de réunion pour les chercheurs, les enseignants, les spécialistes de la formation des enseignants, les décideurs politiques et autres acteurs concernés.

Le Centre est baptisé du nom du poète norvégien du XIX^{e} siècle Henrik Wergeland dans le cadre des célébrations du 200^{e} anniversaire de sa naissance.

Contact:
Olöf Ólafsdóttir
olof.olafsdottir@coe.int

La contribution de l'Education à la Citoyenneté Mondiale au dialogue interculturel

En 2002, le Centre Nord-Sud (CNS) a organisé le Congrès de Maastricht dans le but de travailler sur un cadre pour une stratégie européenne pour le développement et le renforcement de l'Education à la Citoyenneté Mondiale (ECM) en Europe jusqu'en 2015. L'organisation du Congrès de Maastricht consolidait ainsi le travail déjà réalisé en la matière par le CNS à travers un mécanisme de travail en réseau afin de permettre aux éducateurs des secteurs formels et non

formels de promouvoir et de partager les pratiques de l'Education à la Citoyenneté Mondiale: la Semaine de l'Education à la Citoyenneté Mondiale, facilitée par le réseau de la SECM, le Bulletin d'information de l'ECM, le Prix Conscience du Monde et enfin le premier document de référence sur l'ECM du Centre Nord-Sud (CNS), la Charte sur l'Education à la Citoyenneté Mondiale.

Depuis lors, le CNS a développé des stratégies d'évaluation et définit des critères de qualité dans le domaine de l'ECM grâce à des études par les pairs et divers rapports.

Plus récemment, le CNS a rédigé des Directives pour l'Education à la Citoyenneté Mondiale afin d'aider les éducateurs des secteurs formels et non formels à mettre en œuvre et à renforcer les politiques et pratiques dans le domaine de l'ECM dans leurs contextes respectifs. Ces directives, créées par un groupe d'experts travaillant au sein du réseau de la Semaine de l'Education à la Citoyenneté Mondiale, ont été présentées lors de la réunion des Organisations non gouvernementales de développement (ONGD) sur le «Dialogue interculturel dans l'éducation au développement», qui s'est déroulée dans le cadre de la présidence slovène de l'Union Européenne en Juin 2008.

Les directives serviront également à développer une formation en ligne à l'éducation à la citoyenneté mondiale, destinée aux éducateurs, aux responsables politiques ainsi qu'aux professionnels travaillant dans le domaine médiatique. Ce programme comportera des modules traitant de l'éducation au droits de l'homme, de l'éducation interculturelle, de l'éducation au développement, de l'éducation à la viabilité et de l'éducation pour la paix et la prévention de conflit.

Enfin, ces directives, combinées à des initiatives en matière d'éducation ayant déjà été réalisées par le CNS, serviront de base à un processus consultatif mis en œuvre par le CNS en 2008, en vue de l'adoption d'une recommandation sur l'éducation à la citoyenneté mondiale par les pays membres du Conseil de l'Europe .

L'objectif du plan d'action pour l'éducation à la citoyenneté mondiale du CNS pendant les années à venir, sera de développer des réponses appropriées aux défis auxquels font face les sociétés multiculturelles et de sensibiliser ces sociétés à leur complexité. Au moyen de ces stratégies de travail en réseau et de formation destinées aux éducateurs et aux jeunes, le CNS vise aussi à promouvoir le dialogue social entre l'Europe et ses voisins basé sur une entente mutuelle, le respect et une politique de développement commune.

Contact:
Gordana Berjan
gordana.berjan@coe.int

Contact:
Miguel Silva
miguel.silva@coe.int

Forum sur «Convergences des compétences: diversité, enseignement supérieur et démocratie durable»

Le Forum, organisé par le Conseil de l'Europe et le Comité Directeur américain du Consortium International pour l'Enseignement supérieur, la responsabilité civique et la démocratie s'est penché sur la question de la convergence des compétences pour la diversité et la démocratie durable et sur le rôle de l'enseignement supérieur dans le développement de ces compétences. La conférence a eu lieu au Conseil de l'Europe les 2 et 3 octobre 2008.

L'enseignement supérieur joue, et a joué, un rôle central dans la définition de la mondialisation, de la démocratisation et des nouvelles technologies. Le résultat de ces développements est un monde démocratique complexe dans lequel les différents peuples entrent en interaction à travers différents modes, souvent conflictuels, de voir, de savoir et de comprendre ce monde. La diversité est aujourd'hui une réalité quotidienne dans le monde du travail, au sein des différentes communautés et à travers les aspirations individuelles. Aujourd'hui les universités et les établissements d'enseignement supérieur sont appelés à dépasser un cadre culturel ancré dans une religion, une nationalité, une classe sociale pour fournir un savoir et une éducation adaptés à des contextes culturels multiples et en permanente mutation.

Durant le XX^{e} siècle, l'enseignement supérieur a répondu aux diverses attentes en englobant l'éducation tant dans l'adaptation à des organisations complexes, qu'à la citoyenneté démocratique, à l'innovation à travers la recherche. Le débat public se focalise souvent sur l'une ou l'autre de ces dimensions de l'enseignement supérieur, et un observateur attentif pourrait avoir l'impression que les compétences nécessaires pour remplir les différents rôles sociétaux – comme citoyens, comme agents économiques ou comme individus cherchant un développement personnel – sont distinctes bien plus que convergentes. Ainsi dans un monde dynamique, parfois instable mais toujours interconnecté, dans lequel la diversité, dans de nombreux domaines, est la norme et dont l'instabilité peut déstabiliser la démocratie, l'enseignement supérieur se trouve souvent coincé à la croisée des chemins de ce qui semblent des engagements contradictoires. D'une part, il est clairement

de sa mission éducative d'accroître le savoir et la connaissance, d'autre part sa mission civique est de préparer les étudiants à contribuer au bien commun. Dans le même temps, dans leurs études supérieures, les étudiants sont souvent motivés par la volonté d'obtenir un emploi valorisant au terme de celles-ci. Comment les établissements d'enseignement supérieur, les universités peuvent elles répondre à ces demandes contradictoires ? Mais sont elles réellement contradictoires ou est ce «simplement» une impression créée par les sociétés qui semblent trouver difficile de prendre en compte ces buts multiples et d'y apporter une attention suffisante?

Le forum sur «Convergences des compétences: diversité, enseignement supérieur et démocratie durable» a exploré les convergences entre les différents buts de l'enseignement supérieur: transmission, apprentissage et recherche; rudiments pour vivre la diversité (*diversity literacies*); sensibilité citoyenne et préparation pour le monde du travail dans un environnement en perpétuelle mutation. Nous soutenons que loin d'être en compétition ces quatre engagements de l'enseignement supérieur peuvent en fait se renforcer et s'éclairer l'un l'autre. Le Forum a fourni des exemples illustrant comment l'enseignement supérieur a commencé à comprendre et à faire converger ces compétences, tout en fournissant les structures, les méthodes d'enseignement, les curriculums, et les opportunités pour les étudiants d'utiliser leur savoir dans les situations du monde réel. Tout cela vise à utiliser au mieux cette convergence de compétences à travers les programmes inclus ou non dans les curricula, la gouvernance, ou d'autres opportunités.

Contact:
Jean-Philippe Restoueix
jean-philippe.restoueix@coe.int

Construire un cadre référentiel de compétences pour la valorisation de la diversité

Graz, Nicosie, Sofia et Tallinn ont été les villes qui ont accueilli, au courant de l'année 2008, les débats organisés par le Conseil de l'Europe dans le cadre de la deuxième phase de son projet «Politiques et pratiques de l'enseignement de la diversité socioculturelle».

L'objectif principal de cette deuxième phase étant l'élaboration d'un cadre référentiel de compétences des jeunes enseignants dans le but de valoriser la diversité dans le milieu scolaire, le groupe de projet, présidé par le Professeur Anne Lise Arnesen (Østfold University College, Faculty of Education, Norvège), a choisi d'associer dans ce travail plusieurs universités et centres de formation des enseignants autour de quatre Tables de consultation thématiques.

La première Table de consultation a eu lieu du 21 au 22 février 2008 au Centre européen des Langues vivantes à Graz (Autriche) et avait pour thème «La diversité linguistique et les compétences des nouveaux enseignants». La Table a reçu le soutien du Ministère fédéral de l'Education, des Arts et de la Culture de l'Autriche ainsi que des *Pädagogische Hochschulen* de Kärnten et de Vienne. Le travail de coordination au niveau national a été assuré par le membre autrichien du groupe de projet du Conseil de l'Europe, Prof. Elisabeth Furch (*Pädagogische Hochschulen*, Vienne).

Le groupe de projet du Conseil de l'Europe «Politiques et pratiques de l'enseignement de la diversité socioculturelle». De gauche à droite : Villano Qiriazi, Lia Tsitsuashvili, Elisabeth Furch, Bernard Dumont, Anne-Lise Arnesen, Siyka Chavdarova Kostova, Julie Allan, Angelos Vallianatos et Karmen Trasberg.

Les discussions ont porté sur l'expérience autrichienne dans le domaine de la formation des enseignants à la diversité et plusieurs initiatives novatrices ont été examinées. On pourrait citer *«La plateforme de formation en ligne des enseignants SCOLION», «TRIO – un magazine tri-langues pour les enfants des classes de l'enseignement primaire», «L'enseignement des minorités autochtones de Burgenland», «Les surprises de la diversité linguistique dans les classes autrichiennes – résultats de recherche».*

Cette Table de consultation a créé la possibilité au groupe de projet du Conseil de l'Europe, de soumettre son travail relatif à l'élaboration du cadre référentiel de compétences à la diversité, à l'examen des acteurs du terrain, et notamment des enseignants, formateurs et chercheurs autrichiens. Les participants ont porté une attention particulière aux descripteurs des compétences relatives au développement de stratégies de communication positive en salle de classe.

La deuxième Table de consultation a réuni à Nicosie (Chypre) du 5 au 6 juin 2008, des enseignants et formateurs de Chypre et de la Grèce pour discuter sur le thème «L'inclusion sociale et les compétences des enseignants à l'éducation à la diversité». L'organisation de cette table a reçu le soutien du Ministère de l'Education et de la Culture de Chypre et en particulier de l'Institut pédagogique de Chypre, alors que le travail de coordination a été dirigé par le membre chypriote du groupe de projet du Conseil de l'Europe, Dr. Pavlina Hadjitheodoulou–Loizidou (Pedagogical Institute, Nicosie).

L'examen de la situation actuelle de la diversité et de l'inclusion sociale à Chypre a été suivi par la présentation d'une série d'études de cas et d'exemples de bonnes pratiques, parmi lesquels on pourrait mentionner l'étude de cas sur «Les écoles Phaneromeni à Nicosie» qui font partie d'une Zone d'éducation prioritaire (Z.E.P.); les travaux de recherche d'universitaires grecques et chypriotes relatifs aux rôle des compétences des enseignants sur l'identité, la diversité et l'inclusion sociale; les études «La déconstruction des représentations TV comme moyen d'éducation interculturelle» , «La semaine de l'éducation interculturelle: une approche par expérience de la diversité dans la formation initiale des enseignants».

Les participants ont également eu l'occasion de discuter des compétences proposées par le groupe de projet du Conseil de l'Europe et en particulier des compétences relatives à la construction du savoir en matière de diversité socioculturelle ainsi que des compétences de communication et sensibilité interculturelles. Ils ont souligné que les compétences ne devraient pas être considérées comme une solution miracle pour traiter, gérer et promouvoir la diversité, mais doivent également être adaptées au contexte social et historique et aux questions de justice sociale, d'égalité et de réussite de tous les élèves à l'école.

A l'issue des discussions, des recommandations spécifiques ont été formulées à l'attention du groupe de projet du Conseil de l'Europe concernant la première structure du cadre référentiel des compétences. Le groupe a également décidé de lancer une *Plateforme de collaboration en ligne*, pour associer tous les participants dans les travaux de finalisation du cadre.

«La diversité ethnique et culturelle et les compétences des enseignants» était le thème de la troisième Table de consultation qui a eu lieu du 25 au 27 septembre 2008 à Sofia (Bulgarie) avec le soutien du Ministère de l'Education et de la Science et la Faculté de Pédagogie de l'Université St. Kliment Ohridski. La coordination nationale des travaux a été dirigée par Assoc. Prof. Siyka Chavdarova – Kostova (Sofia University, Faculty of Pedagogy, Head of Chair « Theory of Education »), membre bulgare du groupe de projet du Conseil de l'Europe.

Lors des discussions il a été souligné que l'efficacité de la préparation pédagogique des enseignants pour travailler dans des environnements scolaires multiculturels dépend en grande partie de la coopération optimale entre les établissements universitaires et les pouvoirs publics. Les compétences sur la diversité, ainsi que les principes et les concepts devraient faire partie de la stratégie nationale et des réformes entreprises dans le secteur de l'éducation.

Les discussions ont été enrichies par les résultats des études des cas sur la «Formation des enseignants à la diversité ethnique et culturelle – les cas de l'Université Shumen et l'Université du Sud-Ouest» et «Le rôle actif des étudiants pour effectuer leur pratique professionnelle dans des environnements multiculturels lors de leur cursus universitaire». Dans les discussions de groupe l'accent a été mis sur la nécessité de plus de travaux pratiques des futurs enseignants dans les écoles représentatives des différents types de diversité.

La série des Tables de consultation a été clôturée à Tallinn (Estonie) par l'organisation du 16 au 17 octobre 2008 de la quatrième Table portant sur le thème «La diversité et l'accompagnement des nouveaux enseignants» avec le soutien du Ministère de l'Education et de l'Université de Tartu. La coordination nationale des travaux a été dirigée par Prof. Karmen Trasberg (University of Tartu, Head of Department of Foreign Languages).

Cette dernière Table de consultation a donné la possibilité aux experts et membres du groupe de projet d'examiner des questions relatives à l'application pratique des compétences lors des périodes d'accompagnement des nouveaux enseignants et à la lumière des résultats obtenus dans le cadre de programmes spécifiques qui existent dans différents pays nordiques (Suède, Norvège, Finlande) et pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie).

Tirant les conclusions de cette dernière Table, Prof. Julie Allan (University of Stirling, Scotland, UK) souligne entre autres que la plus grande leçon que le groupe de projet a tiré de son travail en 2008 est la valeur ajoutée apportée par la mutualisation des expériences des experts, enseignants, formateurs, chercheurs de l'ensemble des pays participants et c'est grâce à leurs regards croisés que le groupe a pu construire un cadre référentiel de compétences qu'il souhaite voir appliqué dans les programmes de formation initiale des enseignant de plusieurs pays européens.

Contact:
Villano Qiriazi
villano.qiriazi@coe.int

Nouveau projet commun d'éducation lancé au Kosovo[1]

La place «Rilidija» à Pristina

Le Kosovo ayant une population âgée pour moitié de moins de vingt-cinq ans, l'éducation y est hautement prioritaire à la fois pour les fonctionnaires, les parents et les enfants; on peut même dire que l'avenir du Kosovo et de la région dépend d'elle.

Le Conseil de l'Europe et la Commission Européenne ont donc décidé de lancer en commun un vaste programme visant à soutenir les réformes de l'éducation au Kosovo. Le but du projet triennal d'un million et demi d'euros intitulé «L'éducation au Kosovo – Interculturalisme et Processus de Bologne» sera d'établir les conditions durables d'un renforcement de la compréhension interculturelle entre toutes les communautés du Kosovo. Ce projet sera mis en œuvre dans l'ensemble du Kosovo; y participeront toutes les écoles publiques et privées et toutes les universités. L'objectif principal est de soutenir les réformes des enseignements primaire, secondaire et supérieur au Kosovo en tenant compte des normes et meilleurs pratiques européennes, ce qui facilitera encore l'intégration *de facto* du Kosovo dans le Processus de Bologne. Au moyen des normes, de l'approche intergouvernementale et des mécanismes de suivi qu'il a élaborés, le Conseil de l'Europe est en position idéale pour cela. Le projet mettra l'accent sur sept domaines-clés du travail du Conseil de l'Europe relatif à l'éducation: la législation, l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme, la formation des maîtres, l'enseignement de la culture rom, l'enseignement de l'histoire, la politique linguistique et l'enseignement supérieur.

Le projet sera géré par Emir Adzovic, assisté de Hatixhe Ramosaj, au Bureau de Pristina du Conseil de l'Europe.

Réseau EDC Europe du Sud-Est, Zagreb, juin 2008

Comme il touche à tous les domaines de compétence de la Direction de l'Education et des Langues, une task force d'administrateurs leur offrira en permanence son soutien et ses conseils. Le projet prendra fin en juin 2011.

Contact:
Sarah Keating
sarah.keating@coe.int

1. Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en pleine conformité avec la Résolultion 1244 des Nations-Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

Compétences essentielles pour l'éducation à la citoyenneté démocratique: un nouvel outil à l'usage des enseignants

Comme tout élève le sait, le succès d'un système d'éducation dépend en grande partie de la qualité des enseignants. Or, ceux-ci ont un rôle particulièrement crucial à jouer dans la promotion de la citoyenneté démocratique et des droits de l'homme au moyen d'un apprentissage actif et participatif.

C'est pourquoi, lors de la 22e session de leur Conférence permanente, qui s'est tenue à Istanbul en mai 2007, les Ministres européens de l'Éducation ont cité la compétence en matière de citoyenneté comme étant l'une des cinq compétences principales à posséder pour promouvoir la culture démocratique et la cohésion sociale, et ont demandé au Conseil de l'Europe de soutenir le développement de ces compétences.

En réponse à cette demande, la Division de l'Education à la Citoyenneté et aux Droits de l'Homme a nommé sept experts chargés de créer un nouvel outil à l'usage des enseignants et des formateurs d'enseignants de *toutes* les disciplines. En l'espace d'un an, cette équipe, puisant dans le vaste attirail des matériels élaborés au cours des dix dernières années par le programme du Conseil de l'Europe pour l'éducation à la citoyenneté démocratique (ECD), a mis au point un outil convivial présentant quinze compétences réparties entre quatre groupes. Pour chaque compétence, un tableau de progression aide enseignants et formateurs à déterminer où ils en sont de leur pratique professionnelle et à identifier les progrès qu'ils peuvent accomplir.

Cet outil a bénéficié d'une série de consultations, notamment avec les coordinateurs ECD/EDH et le programme de formation Pestalozzi pour éducateurs d'enseignants et multiplicateurs. La quatrième conférence régionale du réseau ECD pour l'Europe du Sud-Est, qui s'est tenue à Zagreb au mois de juin 2008 en coopération avec le Ministère croate des Sciences, de l'Education et des Sports et l'Initiative de réforme éducative pour l'Europe du Sud-Est (ERI-SEE), s'est avérée particulièrement utile.

Le nouvel outil, qui aura pour nom «Empowering Teachers: Core competences for Education for Democratic Citizenship», sera publié début 2009.

Contact:
Sarah Keating
sarah.keating@coe.int

Cent exemples de bonne pratique en matière d'éducation aux droits de l'homme

Cent exemples de bonnes pratiques dans les Etats membres de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) seront publiés dans un « Recueil de bonnes pratiques dans l'éducation aux droits de l'homme, à la citoyenneté, au respect et à la compréhension mutuels dans le système scolaire». Cette publication est un outil destiné aux décideurs politiques, fonctionnaires de l'éducation, enseignants, formateurs d'enseignants, personnels de l'éducation non formelle ainsi qu'à tous les autres acteurs impliqués dans l'éducation aux droits de l'homme.

Les projets sélectionnés pour ce recueil illustrent toute une gamme de contextes dans lesquels l'éducation aux droits de l'homme est mise en pratique. Ces exemples sont groupés à l'intérieur de cinq chapitres intitulés : «Politiques et programmes», «Environnement d'apprentissage», «Pratiques et outils d'enseignement et de l'apprentissage», «Développement professionnel», «Examen et évaluation». Ce recueil sera publié en anglais, français et russe en version papier avec CD-ROM inclus, sur CD-ROM seul et en tant que ressource en ligne.

Le recueil est réalisé en partenariat avec le Bureau des Institutions démocratiques et des Droits de l'homme de l'OSCE (BIDDH), le Conseil de l'Europe, le Haut Commissariat des Droits de l'Homme des Nations Unies (HCDH) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO). Le travail de collecte de bonnes pratiques et de coordination du produit final a été confié par les organisations partenaires à Human Rights Education Associates (HREA). Le recueil sera disponible à partir de mars 2009.

Contact:
Yulia Pererva
yulia.pererva@coe.int

Le manuel «Apprendre à connaître les droits de l'enfant – modules d'enseignement pour les classes du primaire» bientôt utilisé dans les écoles de «l'ex-République yougoslave de Macédoine».

A la suite de la signature, en septembre 2007, d'un mémorandum d'accord entre le Bureau d'information du Conseil de l'Europe à Skopje et le Ministère de l'Éducation et de la Science de «l'ex-République yougoslave de Macédoine», le Conseil de l'Europe a lancé une initiative destinée à aider les autorités à mener à bien la réforme de l'enseignement. La première étape a consisté à traduire le manuel du Conseil de l'Europe intitulé «Apprendre à connaître les droits de l'enfant – modules d'enseignement pour les classes du primaire» dans les langues utilisées dans les écoles du pays, à adapter d'autres outils de la «mallette ECD» de la Direction de l'Education et des Langues et à les mettre en œuvre, et à créer un groupe de formateurs d'enseignants, qui a testé les outils dans les écoles et formulé des recommandations concernant la manière d'intégrer la mallette dans les pratiques éducatives.

Ces travaux préparatoires ont été réalisés par le biais du réseau de formateurs d'enseignants établi par la mission de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe) à Skopje; ces formateurs avaient eux-mêmes été formés par des experts du Conseil de l'Europe dans le cadre d'un précédent projet. En l'occurrence, le réseau a été renforcé par une équipe de conseillers pédagogiques choisis par le Bureau pour le développement de l'éducation.

A la suite de ces travaux, le manuel «Apprendre à connaître les droits de l'enfant – modules d'enseignement pour les classes du primaire», dans sa version adaptée aux besoins du système éducatif du pays, a été présenté officiellement aux autorités lors du cinquième séminaire conjoint organisé par la Division de l'Education à la Citoyenneté et aux Droits de l'Homme de la Direction de l'Education et des Langues (avec l'aide du Bureau d'information de Skopje) et le Bureau pour le développement de l'éducation dans «l'ex-République yougoslave de Macédoine»; ce séminaire s'est tenu les 21 et 22 juin 2008 à Ohrid.

Le manuel, dont les versions macédonienne et albanaise sont sous presse, va bientôt pouvoir être distribué dans les écoles.

A la demande des autorités éducatives, les experts du Conseil de l'Europe, toujours en collaboration avec le groupe de formateurs d'enseignants et l'équipe de six conseillers pédagogiques, a aussi mené d'autres actions: institutionnaliser l'utilisation des outils dans les écoles et élaborer des lignes directrices relatives à la création dans le pays de mécanismes durables de formation des enseignants à l'éducation aux droits de l'enfant.

les versions macédonienne et albanaise du Manuel

Le manuel du Conseil de l'Europe «Apprendre à connaître les droits de l'enfant – modules d'enseignement pour les classes du primaire», qui fait partie intégrante de la mallette ECD, a déjà été traduit en allemand, russe, bosniaque, croate, serbe, macédonien et albanais. La traduction dans d'autres langues est en cours. On peut commander le manuel en ligne, en se rendant sur le site des Editions du Conseil de l'Europe (http://book.coe.int), ou le télécharger depuis les sites web nationaux du Conseil de l'Europe.

Contact:
Emir Adzovic
emir.adzovic@coe.int

13e réunion des coordinateurs EDC

Les coordinateurs EDC/EDH[1] se sont réunis pour la 13e fois à Budapest les 29 et 30 avril 2008. Le réseau de coordinateurs, créé en 2001, comprend un représentant par Etat membre du Conseil de l'Europe. Il se réunit deux fois par an, chaque fois dans un pays différent, où la réunion est généralement accueillie par les autorités. Cette fois-ci, elle était accueillie par le Centre de la jeunesse du Conseil de l'Europe à Budapest en coopération avec le Ministère hongrois de l'Education et de la Culture.

Le travail des coordinateurs et leur coopération sont extrêmement importants pour la promotion de l'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme en Europe. Comme l'a souligné Bojka Djukanovic (Monténégro) dans ses conclusions, les coordinateurs

1. Education à la citoyenneté démocratique/Education aux droits de l'homme

forment maintenant une «famille» solide, dont les membres ont tissé entre eux des liens efficaces leur permettant d'avoir des contacts directs et de se prêter une assistance mutuelle lorsque c'est nécessaire.

Comme à l'accoutumée, les coordinateurs ont commencé par échanger des informations sur ce qui s'était passé dans leurs pays respectifs en matière d'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme, et par discuter de questions précises telles que les programmes d'enseignement et la formation des enseignants. Les rapports des pays ont montré qu'il y avait des progrès généraux dans ce domaine, certains très impresionnants, d'autres plus modestes. La situation et l'expérience des divers pays peuvent différer, mais la coopération dans le cadre du Conseil de l'Europe signifie que la vision et les objectifs sont très similaires. Des sous-réseaux se réunissent aussi régulièrement avec le soutien du Conseil de l'Europe. L'un d'entre eux regroupe les pays de l'Europe du Sud-Est, un autre les pays nordiques, et un autre encore a été mis en place par quelques pays des régions de la Baltique et de la mer Noire. Ces réseaux permettent aux pays participants de mieux cibler leur travail, comme le fait la coopération bilatérale entre certains des coordinateurs.

Les coordinateurs ne travaillent pas seulement sur la situation dans leur pays – ils aident aussi le Conseil de l'Europe et son Comité directeur de l'éducation à définir leur politique en matière d'éducation à la citoyenneté démocratique et aux droits de l'homme. C'est pourquoi une partie de la réunion a été consacrée à l'examen de deux projets importants du programe de l'EDC/EDH: l'élaboration d'un projet de document d'orientation cadre sur l'EDC/EDH, qui a été demandé par le Comité directeur, et le projet de nouvel instrument sur les compétences clés pour tous les enseignants en matière d'EDC/EDH. Les coordinateurs ont formulé des commentaires utiles sur l'élaboration du document d'orientation et donné de nombreux conseils pour la finalisation de l'outil sur les compétences clés.

A la fin de la réunion, le réseau a adopté une déclaration dans laquelle est accueillie chaleureusement l'initiative du gouvernement norvégien, en collaboration avec le Conseil de l'Europe, de créer à Oslo un nouveau Centre européen de ressources pour l'éducation à la compréhension interculturelle, aux droits de l'homme et à la citoyenneté démocratique (voir page 5).

Travailler avec les coordinateurs EDC/EDH est un véritable plaisir comme le témoigne la réunion qui s'est tenue à Vienne du 15 au 17 novembre 2008 à l'invitation des autorités autrichiennes.

Contact:
Olöf Ólafsdóttir
olof.olafsdottir@coe.int

L'intégration linguistique des migrants adultes

La Journée européenne des langues

Fin juin s'est tenu un séminaire intergouvernemental au Conseil de l'Europe à Strasbourg sur l'intégration linguistique des migrants adultes. Organisé par la Division des Politiques Linguistiques en coopération avec la Division des Migrations et bénéficiant du soutien des autorités irlandaises et luxembourgeoises, cet événement a rencontré un succès avéré par les nombreux témoignages des participants à l'issue de la rencontre. Il s'adressait aux responsables chargés de politiques linguistiques pour les migrants adultes.

L'objectif était de faciliter une discussion élargie sur les politiques linguistiques relatives à l'intégration et à examiner de quelle manière les principes contenus dans le *Cadre européen commun de référence pour les langues* (CECR) du Conseil de l'Europe peuvent répondre au mieux aux exigences des Etats membres, notamment pour ce qui concerne les tests et la formation en langues.

En effet, un nombre croissant d'Etats membres définissent des exigences linguistiques spécifiques s'appliquant aux personnes sollicitant un statut lié à la résidence ou à la citoyenneté, et les requérants sont de plus en plus souvent contraints de passer des tests de langue – et de connaissance de la société. Les exigences relatives à la formation et aux tests en langues sont généralement basées sur les niveaux de compétences du CECR et le ou les niveaux requis peuvent varier d'un Etat à l'autre.

En préalable à cet événement avait été réalisé une enquête, début 2008, au sein des Etats membres afin d'obtenir une

vue d'ensemble des principaux développements et des tendances concernant les exigences linguistiques, incluant les tests et la formation en langues mais aussi sur les connaissances de la société. Une synthèse analytique a été présentée lors du sémainaire et est disponible en ligne (voir le programme annoté du séminaire – section Evénements sur le site de la Division des Politiques linguistiques www.coe.int/lang/fr).

Des séries d'études thématiques et d'études de cas – également en ligne - ont été élaborées en vue de ce séminaire afin de mieux cerner les problématiques et permettre aux participants une réflexion préalable.

Etats généraux du multilinguisme

Dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne ont été organisés les Etats généraux du multilinguisme: «quelles langues pour quelle Europe», le 26 septembre, date de la Journée européenne des langues.

Au cours de cet événement, Leonard Orban, commissaire européen chargé du multilinguisme, a présenté les mesures que l'Union européenne souhaite mettre en œuvre dans ce domaine. Joseph Sheils, Chef du Service des Politiques linguistiques et de la Formation en langues du Conseil de l'Europe, a été invité à prendre la parole afin de présenter la politique linguistique de l'Organisation.

Contact:
Philia Thalgott
philia.thalgott@coe.int

Journées euro-arabes pour une meilleure compréhension réciproque: histoire, langue, médias et enjeux interculturels

Les 27 et 28 octobre 2008, une conférence conjointe entre l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) et le Conseil de l'Europe s'est tenue à Tunis sur le thème «Journées euro-arabes pour une meilleure compréhension réciproque: histoire, langue, médias et enjeux interculturels». Consacrée à la coopération que les deux organisations ont établie dans les domaines des politiques linguistiques, de l'enseignement de l'histoire et des médias, cette conférence avait pour objectif de faire le point sur les résultats obtenus et de définir de nouvelles perspectives. Regroupant experts arabes et européens, mais aussi une large audience de décideurs et de praticiens représentant les pays de la ligue arabe, les quelques 200 participants ont aidé le Conseil de l'Europe et l'ALECSO a établir de nouvelles orientations de coopération et d'identifier des projets à mener conjointement.

Pour le Conseil de l'Europe, cette conférence était une occasion de confirmer l'ancrage de la coopération avec l'ALECSO sur les problématiques du dialogue et de l'éducation interculturels. Prenant inspiration des lignes directrices proposées dans le Livre blanc sur le dialogue interculturel: «Vivre ensemble dans l'égale dignité» adopté par le Comité des Ministres en mai 2008, il s'agissait aussi de proposer des actions et des projets concrets à mener de manière commune dans le domaine des langues, de l'enseignement de l'histoire et des médias, visant

Séance inaugurale.
De gauche à droite: Gabriele Mazza, Directeur de l'Éducation et des Langues (Conseil de l'Europe), Lazhar Bououni, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Technologie de la République de Tunisie, Mongi Bousnina, Directeur Général (ALECSO), Claude Frey, Président du conseil exécutif du Centre Nord-Sud (Conseil de l'Europe)

à renforcer la compréhension et le respect mutuels entre l'Europe et le monde arabe.

Pour les langues, il s'agirait de promouvoir les outils développés par la Division des Politiques Linguistiques du Conseil de l'Europe, comme le Cadre européen commun de référence pour les langues (CECR) ou le Portfolio européen des langues (PEL), afin de favoriser l'adoption du plurilinguisme à tous les niveaux de l'enseignement dans le monde arabe, ou de tirer profit de l'expertise du Centre Européen des Langues Vivantes (Graz) afin de renforcer les programmes de formation des enseignants, notamment dans la gestion de la dimension interculturelle sous-jacente à l'enseignement et à l'apprentissage

Table ronde «Enseignement de l'histoire»

Table ronde «Politiques linguistiques»

des langues. En ce qui concerne l'enseignement de l'histoire, il a également été proposé d'élaborer des matériaux pédagogiques pluriculturels communs à l'Europe et au monde arabe, sur des exemples d'interactions historiques positives. Enfin, dans le domaine des médias, il a été, entre autres, proposé de créer des espaces communs réunissant journalistes et chercheurs afin d'élaborer des mécanismes à même de favoriser le dialogue interculturel. Pour l'ensemble des thèmes, les participants ont suggéré de renforcer les programmes de formations des professionels de l'éducation.

Cet événement était pour le Conseil de l'Europe, représenté par la Direction de l'Education et des Langues et par le Centre Nord-Sud de Lisbonne, une occasion de dresser le bilan de trois années de coopération mais aussi d'identifier un nouveau programme d'activité en appui à *l'accord de coopération entre l'ALECSO et le Conseil de l'Europe* conclu en 2005 dans le domaine de l'éducation, mais aussi de la culture et du patrimoine culturel et naturel, ainsi que des politiques de jeunesse.

Contact:
Pierre Masson
pierre.massont@coe.int

Flash info

- 4e Séminaire ministériel qui s'est tenu du 5 au 7 novembre 2008 à Nuremberg et Dachau sur le thème **«Enseigner la mémoire pour vivre dans une Europe de liberté et de droit»**

Dachau

Comme pour les séminaires précédents, il s'agissait de se rendre sur des sites mémoriels authentiques avec les ministres européens de l'éducation pour donner un élan considérable au renforcement de la philosophie de la mémoire parmi les citoyens européens et à la promotion de la tolérance, de la compréhension mutuelle et du dialogue interculturel, notamment par le biais de l'enseignement à l'école.

- **La diversité linguistique est un plus!**

«La diversité linguistique existe au sein des sociétés européennes contemporaines; c'est un fait. Le défi que cela représente pour les systèmes éducatifs modernes consiste à trouver comment tirer bénéfice du plurilinguisme», a déclaré David Little, expert du Conseil de l'Europe au Centre européen pour les langues vivantes, à la fin de l'atelier qui a rassemblé des enseignants en langues issus de 27 pays. Il conclut, «La capacité à utiliser deux langues ou plus avec différents degrés de maîtrise sert un but de cohésion sociale, de développement culturel et de croissance économique.»

Des enseignants en langues issus de 25 pays européens et de deux Etats ayant le statut d'observateurs auprès du Conseil de l'Europe - le Canada et le Japon - ont discuté des manières pratiques de relever efficacement ce défi lors d'un atelier organisé dans le cadre du nouveau programme «Valoriser les professionnels en langues» et dans les locaux du Centre européen pour les langues vivantes à Graz. Les participants à l'atelier ont échangé des idées et présenté des projets ayant intégré avec succès toutes les langues utilisées par les élèves dans un concept d'éducation aux langues innovant à l'échelle de l'établissement grâce à une adoption cohérente du Portfolio européen des langues du Conseil de l'Europe.

A voir également: http://elp-wsu.ecml.at

Livres en bref

Livre blanc sur le dialogue interculturel «Vivre ensemble dans l'égale dignité», adopté en mai 2008 par le Comité des Ministres[1].

Livre blanc sur le dialogue interculturel «Vivre ensemble dans l'égale dignité»

1. *www.coe.int/dialogue*

Calendrier des événements - non exhaustif

Septembre

7-13, Cracovie, Pologne	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Auschwitz - Remembering for the Future* Contact: Hélène Schmidt
8, Strasbourg, France	Seconde réunion du groupe de travail sur le document cadre politique sur l'ECD/EDH, Contact: Ólöf Ólafsdóttir
8-9, Erevan, Arménie	Séminaire du Conseil de l'Europe sur le cadre des qualifications Contact: Katia Dolgova
8-9, Strasbourg, France	Réunion de coordination pour une étude transversale des Profils de Politiques linguistiques éducatives Contact: Philia Thalgott
15-16, Strasbourg, France	Réunion du Bureau du Comité directeur de l'éducation (CDED) Contact: Villano Qiriazi
15-16, Strasbourg, France	Seconde réunion du groupe de travail sur les questions clés pour les décideurs politiques en matière d'ECD/EDH Contact: Yulia Pererva
19-20, Strasbourg, France	Réunion du groupe de travail sur le partage d'expériences dans le domaine de l'ECD/EDH entre l'enseignement supérieur, secondaire et primaire, Contact: Sarah Keating
25-26, Bakou, Azerbaïdjan	Ateliers de formation sur «Enseigner la religion et la diversité culturelle» et «Education interculturelle: mise en œuvre de méthodes novatrices et d'outils destinés à promouvoir l'éducation au respect mutuel et à la tolérance Contact: Natia Jgenti
25 – 26, Lisbonne, Portugal	Séminaire sur «L'Image de l'autre dans l'enseignement de l'histoire - le rôle des instituts d'enseignement de l'histoire dans le Nord et le Sud» Contact: Jean-Pierre Titz
25 – 27, Faros, Ukraine	Séminaire sur «Nouvelles méthodes d'enseignement de l'histoire dans une société multiculturelle» Contact: Tatiana Milko
25-27, Sofia, Bulgarie	3e Table de Consultation sur les Compétences de l'enseignement de la diversité socio-culturelle Contact: Villano Qiriazi
26, Strasbourg, France	Journée européenne des langues Contact: Philia Thalgott

Octobre...

1-5, Tampere, Finlande	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Supporting teaching in a multicultural School* Contact: Hélène Schmidt
2-3, Strasbourg, France	Forum Enseignement supérieur et Culture démocratique Contact: Jean-Philippe Restoueix

Octobre *(Suite)*

6-7, Strasbourg, France	«Langues de Scolarisation dans un cadre européen pour les Langues de l'Éducation» - Groupe de travail Contact: Philia Thalgott
6-9, Udine, Italie	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Europa, tra confini e identità* Contact: Hélène Schmidt
6-10, Bad Wildbad, Allemagne	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: 121e Séminaire européen: Les rôles respectifs des enseignants et des parents dans l'éducation pré-scolaire et primaire* Contact: Mechthilde Fuhrer
9-10, Strasbourg, France	Forum sur les partenariats civiques pour l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme Contact: Yulia Pererva
13-18, Estonie	*Profil des politiques linguistiques éducatives: Estonie* – Visite d'étude du groupe d'experts du Conseil de l'Europe Contact: Philia Thalgott
14-15, Paris, France	OCDE: Groupe d'experts nationaux sur l'Education des migrants Contact: Philia Thalgott
14-16, Tallinn, Estonie	4e Table de Consultation sur les Compétences de l'enseignement de la diversité socio-culturelle Contact: Villano Qiriazi
15-16, Arménie,	Atelier de formation sur «Lutter contre les préjugés et les stéréotypes par un enseignement pluridisciplinaire et une perspective multiple» Contact: Natia Jgenti
15-17, Timisoara, Roumanie	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Outils pour l'amélioration du travail des médiateurs et assistants scolaires roms Contact: Aurora Ailinca
20-24, Barcelone, Espagne	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Las Escuelas : Espacios de Paz y Convivencia* Contact: Hélène Schmidt
21-22, Moscou, Fédération de Russie	Séminaire régional sur les langues de scolarisation Contact: Philia Thalgott
27-31, Antalya, Turquie	Atelier européen du Programme « Pestalozzi »: New Approaches to History Teaching* Contact: Hélène Schmidt
29/10-1/11, Oslo, Norvège	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Interculturalism, Democracy and Human Rights in Education* Contact: Hélène Schmidt

** Les titres des Ateliers Européens du Programme «Pestalozzi» sont indiqués dans la langue de travail utilisée pour les travaux.*

Calendrier des événements – *(suite)*

Novembre...

3, Strasbourg, France	Troisième réunion du groupe de travail sur le document cadre politique sur l'ECD/EDH. Contact: Ólöf Ólafsdóttir
4, Tirana, Albanie	Cinquième conférence du réseau ECD/EDH Europe du Sud-Est Contact: Sarah Keating
5-7, Nuremberg et Dachau, Allemagne	4e Séminaire ministériel «Enseigner la mémoire pour vivre dans une Europe de liberté et de droit» Contact: Carole Reich
6-7, Stockholm, Suède	Forum Droits de l'Homme de la Présidence suédoise du Conseil de l'Europe Contact : Ólöf Ólafsdóttir
7-9, Tirana, Albanie	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Plurilinguismo, diversità, cittadinanza* / Plurilinguisme, diversité, citoyenneté* Contact: Hélène Schmidt
9-12, Bled, Slovénie	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Exercising the Children's Rights in kindergarten* Contact: Hélène Schmidt
12-14, Zagreb, Croatie	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Pre-school curriculum harmonised with universal human values* Contact: Hélène Schmidt
15-17, Vienne, Autriche	Quatorzième réunion des coordinateurs ECD/EDH. Contact: Ólöf Ólafsdóttir
17-21, Bad Wildbad, Allemagne	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: 122. Europaïsches Seminar: Europäische Dimension in der Literatur* Contact: Mechthilde Fuhrer
20-21, Oslo, Norvège	Réseau Pestalozzi de formateurs Contact: Josef Huber
20-22, Prague, République tchèque	5e Forum de Prague «Le Droit à une Education de qualité» Contact: Villano Qiriazi
24-26, Strasbourg, France	Portfolio Européen des Langues - Comité européen de Validation Contact: Philia Thalgott

Novembre *(Suite)*

27 – 28, Tbilisi, Géorgie	Séminaire de Bologne sur les cadres des qualifications Contact: Jean-Philippe Restoueix
27-28, Strasbourg, France	Séminaire pour tous les Etats concernés sur l'introduction d'un Cadre curriculaire pour l'enseignement de la langue romani Contact: Philia Thalgott
30 novembre – 1 décembre Istanbul, Turquie	Symposium sur «Mondialisation et images de l'autre: défis et nouvelles perspectives pour l'enseignement de l'histoire en Europe ?» Contact: Jean-Pierre Titz

Décembre

1, Strasbourg, France	*Profil des politiques linguistiques éducatives: Arménie*– Réunion du groupe d'experts du Conseil de l'Europe Contact: Philia Thalgott
4-5, Strasbourg, France	Réunion du Bureau du Comité directeur de l'éducation (CDED) Contact: Villano Qiriazi
8-12, Uppsala, Suède	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Sustainable Development a basic condition for Human Rights ? Teaching and Learning* Contact: Hélène Schmidt
8-12, Nicosie, Chypre	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Teaching, managing and enhancing diversity: intercultural education approaches and challenges in the curriculum and the hidden curriculum* Contact: Hélène Schmidt
11-13, Vienne, Austriche	Atelier européen du Programme «Pestalozzi»: Teaching and Learning about National Socialism and the Holocaust - An International Comparison* Contact: Hélène Schmidt
12-13, Lisbonne, Portugal	Séminaire ministériel euro-arabe sur l'enseignement supérieur Contact: Katia Dolgova

** Les titres des Ateliers Européens du Programme «Pestalozzi» sont indiqués dans la langue de travail utilisée pour les travaux.*

Comment nous contacter

Venez surfer avec nous à l'adresse http://www.coe.int où vous aurez accès à un large éventail d'informations sur les activités et les documents du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation, de la culture et du patrimoine culturel.

Tous les agents de la Direction de l'Education peuvent être contactés par fax (au numéro +33 (0)3 88 41 27 06), par poste (c/o DG IV, Direction de l'Education scolaire, extra-scolaire et de l'enseignement supérieur, Conseil de l'Europe, F - 67075 Strasbourg Cedex) ou par e-mail (prenom.nom@coe.int).

Tous les ouvrages édités par le Conseil de l'Europe peuvent être commandés auprès des Editions du Conseil de l'Europe:

Tél.: +33 (0)3 88 41 25 81 – Fax: +33 (0)3 88 41 39 10 – e-mail: publishing@coe.int – (website: http://book.coe.int)

Sauf mention contraire, les illustrations sont fournies par le Service photographique et audiovisuel du Conseil de l'Europe.

Les vues exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil de l'Europe ni de son Secrétariat.

Edition et coordination:
Fax: +33 (0)3 88 41 27 06
E-mail: Bulletin.Education@coe.int

Christopher Reynolds et Christiane Yiannakis

© Conseil de l'Europe